Gouhier Nicolas / Abaca

Ils ne pensent pas (forcément) comme nous

PAR PIERRE LELLOUCHE

ANCIEN MINISTRE, président de l'association Les Chantiers de la liberté, membre émérite du Conseil de NTI (Washington).

Le retour de la **question allemande**

Berlin domine déjà l'Europe. Mais, contrairement aux apparences, la guerre russo-ukrainienne risque bien d'affermir sa prépondérance économique, et même politique.

En Ukraine, Vladimir Poutine s'est trompé sur à peu près tout : sur la puissance réelle de son armée, sur la résistance farouche des Ukrainiens, sur l'engagement massif de la puissance américaine… Mais, parmi les plus lourdes de ses erreurs de calcul, l'une n'est autre que la renaissance de la domination allemande au cœur de l'Europe. Cette guerre restera dans l'Histoire comme l'accélérateur de ce qu'il faut bien appeler le retour de la « question allemande ». La renaissance du Phénix allemand, qui avait dominé l'Europe de 1815 à 1945 avec la violence extrême que l'on sait, seule la Guerre froide, avec la division physique de l'Allemagne vaincue, était parvenue à la bloquer quarante-quatre ans durant : d'un côté, une RDA occupée par l'Armée rouge, de l'autre, une RFA corsetée dans l'Otan et la CEE.

Une situation résumée ainsi par le premier Secrétaire général de l'Otan, lord Ismay : *« L'Otan sert à garder les États-Unis dedans, les Soviétiques dehors, et les Allemands sous contrôle. »* Le verrou sauta brusquement le 9 novembre 1989 avec la chute du Mur et la réunification, qui allait inévitablement bousculer les rapports de force sur le Vieux Continent, au détriment de Paris et de Londres.

Et c'est effectivement ce qui s'est produit au cours des trois dernières décennies. De la reconnaissance partiale de la Croatie par Berlin, qui déclencha la guerre de Yougoslavie, à l'avènement de l'euro aux conditions dictées par la Bundesbank, jusqu'à l'ouverture des frontières de l'Europe aux migrants en 2015, décidée unilatéralement par Angela Merkel, en passant par l'abandon lui aussi unilatéral du nucléaire (pour des raisons de politique intérieure allemande), sans oublier l'accord de libre-échange avec la Chine imposé par Merkel à l'UE au seul bénéfice de l'industrie automobile allemande à la fin de 2020, l'Europe s'est résignée à subir une domination allemande quotidienne, jamais avouée, mais toujours plus solide.

Inévitable cannibalisme

Une domination dûment relayée par la mainmise allemande, elle aussi totale, sur les institutions de l'Union – des groupes parlementaires au Parlement européen à l'essentiel des postes stratégiques de la Commission et du Conseil… Avec, pour corollaire, une sorte de servitude volontaire des partenaires de l'Allemagne, à commencer par la France, où le doux nom de « couple franco-allemand » (une expression sans équivalent de l'autre côté du Rhin) servait à masquer nos renoncements successifs. De la fermeture de Fessenheim, exigée devant moi par Mme Merkel en 2011, à l'abandon de fait de tous les programmes de coopération industrielle militaire bilatéraux (ni chars ni avions), cela fait des années que l'unilatéralisme d'outre-Rhin est devenu la norme, sans qu'une France désindustrialisée et percluse de déficits y trouve à redire.

L'Ukraine accélère ce phénomène à travers plusieurs voies. D'abord, avec le sauvetage des entreprises : 200 milliards côté allemand, zéro à Bruxelles. Résultat du fameux « double vroum » d'Olaf Scholtz : un cannibalisme industriel inévitable. Les entreprises allemandes survivront, les autres périront ou seront contraintes de délocaliser. Ensuite, avec la question énergétique : depuis mars, Berlin achète du gaz seul et rechigne à modifier les modes de fixation des prix en recourant à des centrales à charbon… Également avec l'injection de 100 milliards d'euros (deux fois le budget militaire français). L'Allemagne redeviendra très vite la première puissance militaire d'Europe. Une Europe dont elle entend désormais prendre en charge, à la tête d'une coalition de 14 pays de l'Otan (mais sans la France !), la défense antimissile. Exit le rêve français d'une défense européenne appuyée sur la force de dissuasion française… Enfin, avec la future architecture de l'Union : élargie à dix États supplémentaires, fonctionnant en mode fédéral, cette UE apparaît comme « made in Berlin ». Telle est « la souveraineté européenne » version Scholtz, annoncée dans son discours de Prague du 30 août…

Peut-être serait-il temps de se réveiller du côté de l'Élysée ? ■